



SOMMAIRE

Point 108 de l'ordre du jour :	Page
Question de Palestine (suite)	935

Président : M. Abdelaziz BOUTEFLIKA
(Algérie).

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de Palestine (suite*)

1. Le PRÉSIDENT : Avant de donner la parole au premier orateur, j'aimerais vous rappeler que, conformément à la décision prise hier par l'Assemblée générale à la 2282^e séance, la liste des orateurs sera close demain, vendredi 15 novembre, à 17 heures. A ce propos, je voudrais également attirer l'attention de l'Assemblée sur un problème lié à la liste des orateurs.

2. Certaines délégations, et je tiens à souligner qu'elles sont nombreuses, ont exprimé le désir d'intervenir à plusieurs reprises au cours du débat sur la question de Palestine. Nous sommes tous pleinement conscients de l'importance de ce débat et je ne voudrais, en aucune manière, porter atteinte au droit de parole de toutes les délégations. Cependant, il me semble que le droit de parole de chaque délégation doit s'exercer dans le strict respect de celui de toutes les autres délégations. Par ailleurs, l'article 35 du règlement intérieur de l'Assemblée générale stipule expressément que

“le Président peut proposer à l'Assemblée générale, au cours de la discussion d'une question, ... la limitation du nombre d'interventions de chaque représentant”

et l'article 72 stipule que

“l'Assemblée générale peut limiter... le nombre de interventions de chaque représentant sur une même question”.

3. Sans vouloir, à ce stade, invoquer formellement ces dispositions du règlement intérieur, je voudrais lancer un appel pour que chaque délégation accepte volontairement de n'intervenir qu'une fois au cours du débat. Une telle procédure permettra à toutes les délégations qui voudraient bien le faire, d'exposer leurs vues sans prolonger indûment le débat. Bien entendu, elle ne porte en aucune manière atteinte à la faculté qu'ont les délégations de faire usage du droit de réponse chaque fois qu'un tel usage peut

trouver sa justification dans le cadre de l'application du règlement intérieur.

4. Je reste convaincu que, guidées par l'intérêt général, les délégations voudront bien apporter leur contribution volontaire à la bonne marche de nos travaux.

5. M. KHAN (Bangladesh) [interprétation de l'anglais] : L'Assemblée se réunit aujourd'hui sous l'impulsion de deux décisions d'importance capitale. Tout d'abord, après avoir examiné pendant un quart de siècle le problème de la Palestine sous des aspects partiels, elle a enfin décidé de l'examiner dans son ensemble, en y englobant tous les aspects : historiques, politiques et juridiques. Ensuite, par un vote à une majorité écrasante, l'Assemblée a reconnu dans sa résolution 3210 (XXIX) le droit du peuple palestinien à présenter sa thèse aux Nations Unies, par l'intermédiaire de son représentant dûment reconnu, l'Organisation de libération de la Palestine [OLP]. Ces événements sont le reflet des réalités fondamentales de la situation ainsi que la cristallisation des vues de la grande majorité des Etats Membres des Nations Unies. Ils soulignent les changements qualitatifs qui se sont produits au Moyen-Orient ainsi que la nécessité de trouver d'urgence une solution à un problème qui est en équilibre précaire entre une paix durable et un affrontement dangereux. Ma délégation appuie et accueille avec satisfaction cette décision; elle est particulièrement satisfaite de la présence de M. Yasser Arafat qui, dans son allocution inspirée d'hier, a défini les perspectives et le cadre d'une action des Nations Unies. Nous pensons très réellement que cette vingt-neuvième session est la session du peuple de la Palestine, la session de son statut, de son destin et de son avenir.

6. L'histoire de la Palestine est trop connue pour que je l'expose à nouveau. Il y a un peu plus de 50 ans, il n'y avait pas de problème de Palestine; il n'y avait que la Palestine elle-même, c'est-à-dire une terre arabe, habitée par des Arabes de manière continue depuis plus de 2 000 ans. Son histoire depuis lors fournit peut-être l'exemple le plus frappant d'intrigues, de conspirations et de trahisons de l'époque moderne, s'accompagnant d'ironies amères dont la moindre n'a pas été le rôle et la responsabilité des Nations Unies elles-mêmes. Par conséquent, il n'est que juste et normal que l'Organisation, ayant été saisie de ce problème dès son début, soit maintenant chargée de la responsabilité principale de le résoudre sur la base de la justice et des principes universels consacrés dans la Charte.

7. L'histoire de la Palestine est l'histoire d'un peuple auquel on a refusé l'exercice de ses droits fondamentaux à la liberté et à l'indépendance; c'est l'histoire d'un peuple dont le territoire est devenu l'objet d'une intrusion forcée par des étrangers avec un but très

* Reprise des débats de la 2283^e séance.

précis : créer, par des moyens artificiels et contre la volonté des habitants autochtones, un noyau politique et démographique qui n'avait pas existé en Palestine pendant plus de 20 siècles. Le résultat inévitable a été le partage, la guerre et le démembrement de cette terre antique de Palestine, et tout cela en l'espace de 25 ans. À la suite de la lutte et de l'usurpation, un nouveau problème s'est posé : la tragédie des réfugiés de Palestine; une immense masse d'êtres humains ont été déracinés, déplacés et condamnés à errer depuis plus de 25 ans dans des camps sordides éparpillés dans plusieurs pays.

8. L'essence du problème palestinien est remarquablement simple. Un peuple a été privé de ses droits naturels à sa patrie, a été remplacé par la force par des étrangers et il demande maintenant que l'on répare cette injustice monumentale. Il s'agit essentiellement d'un problème politique : la lutte d'un peuple pour son droit à l'autodétermination et la réalisation de ses droits nationaux légitimes. La tragédie de la situation a été aggravée par le fait que cette réalité a été obscurcie parce que l'on a traité le problème essentiellement du point de vue humanitaire et non du point de vue politique. Il y a là aussi une ironie historique évidente. Au moment même où la trop célèbre Déclaration Balfour entrerait en vigueur, le président Woodrow Wilson proposait des normes internationales maintenant universellement reconnues : la non-admission de l'acquisition de territoires par la force et le droit des peuples à l'autodétermination, normes qui ont été incorporées et consacrées par le droit international dans l'article 22 du Pacte de la Société des Nations et dans les Articles 1 et 2 de la Charte des Nations Unies. Cependant, ce sont des normes dont la validité et l'application ont été déniées au peuple palestinien.

9. Depuis plus de 25 ans les Nations Unies ont ignoré les droits du peuple de Palestine, l'existence de ce peuple en tant qu'entité, son statut en tant que peuple et l'ont traité avec indignité comme s'il se composait de réfugiés déplacés de manière permanente et entretenus par la charité internationale. Ceux qui sont restés dans leur pays ne sont plus que des citoyens de deuxième classe. Mais le peuple de Palestine n'a jamais accepté ce statut abject. La flamme du nationalisme palestinien a été maintenue vivante par leur détermination, par leur volonté et par leur unité pendant ces années d'exil forcé. L'OLP porte maintenant cette torche sacrée.

10. Certes, des mesures ont été prises dans le passé pour répondre à tel ou tel aspect de ce problème, mais les résolutions des Nations Unies ont été plus souvent violées que respectées. Depuis 1948, l'Assemblée a réaffirmé le droit des réfugiés palestiniens à être rapatriés. Ces appels ont pris un caractère d'urgence après les guerres déclenchées par Israël en 1956 et en 1967, guerres qui ont augmenté la masse des réfugiés. A maintes reprises, l'Assemblée a condamné la violation constante des droits fondamentaux de l'homme dans les territoires occupés et les tentatives systématiques de modifier l'identité culturelle, économique et démographique de ces territoires. Entretemps, la volonté des Arabes palestiniens de reconquérir leurs droits inaliénables a été reconnue en 1970 par l'Assemblée [voir résolution 2628 (XXV)] qui a reconnu le caractère légitime de leur lutte en vue

de l'autodétermination et de leur identité, non point en tant que réfugiés mais en tant que peuple de Palestine. L'évolution logique de ce processus a amené la décision d'octobre de cette année d'inviter les représentants reconnus de ce peuple à participer à ce débat.

11. Ces mesures reflètent le changement de la composition de l'Assemblée et la reconnaissance croissante par la communauté mondiale des injustices dont ont été victimes les Palestiniens; cependant aucune mesure précise n'a été prise pour résoudre ce problème. Israël continue à refuser au peuple de Palestine le droit à l'autodétermination et poursuit son occupation illégale des territoires acquis par l'agression, en violant impunément les résolutions de l'Assemblée. Les Palestiniens, privés des remèdes internationaux, n'ont pu qu'entreprendre la lutte par tous les moyens à leur disposition, y compris la lutte armée, tout comme les autres peuples opprimés.

12. La situation est lourde de danger. L'Assemblée ne peut ignorer les souffrances des Palestiniens privés cruellement de leurs droits innés. Cette assemblée ne peut faire de discrimination, elle ne peut appliquer deux poids et deux mesures et chercher refuge dans l'opportunisme. Elle doit se saisir de ce problème et trouver des solutions valables, appuyée en cela par l'autorité collective et le poids moral de tous ses membres. Il va sans dire que l'échec d'une action sur le plan international ne pourrait qu'encourager une action unilatérale, avec les conséquences dangereuses qu'elle entraînerait pour la paix et la sécurité mondiales.

13. La position prise par mon gouvernement sur la question de Palestine a été clairement définie et a toujours été la même. Elle s'appuie non pas sur l'opportunisme politique, mais sur notre croyance sincère en les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. Elle est fondée sur notre ferme engagement à la cause des peuples opprimés partout où ils luttent, dans le monde, pour se libérer eux-mêmes du joug du colonialisme, du racisme, de l'agression et de l'exploitation. Elle s'appuie sur nos idéaux de tolérance et sur notre conviction que les hommes et les femmes de toutes religions et de toutes races peuvent vivre ensemble dans l'harmonie et dans une atmosphère de paix, de justice et d'égalité. C'est dans cette perspective d'ensemble que nous envisageons le problème de la Palestine et que nous réaffirmons notre solidarité totale à la cause du peuple palestinien.

14. Même avant qu'on lui ait attribué la place qui lui revenait dans cette organisation, le peuple du Bangladesh s'est engagé, dans sa Constitution, à régler sa conduite dans les affaires internationales conformément aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations Unies et du droit international. C'est pourquoi, immédiatement après avoir été admis à l'Assemblée, notre première action a consisté à nous porter auteur de la proposition visant à inscrire à l'ordre du jour la question de Palestine. [A/9742 et Add.1 à 4.]

15. Nous croyons que la paix est un impératif pour la survie de l'humanité, et qu'une paix durable ne peut être basée que sur la justice. La justice exige l'élimination de toutes les mesures contraires aux principes de la Charte et notamment les actes d'agres-

sion et le déni du principe fondamental des droits égaux et de l'autodétermination de tous les peuples.

16. Conformément à ces principes universellement reconnus du droit international, qui ont été réaffirmés dans de nombreuses résolutions adoptées par les Nations Unies, les conférences des pays non alignés et les conférences islamiques, ma délégation estime indispensable qu'un règlement politique juste et durable du problème de cette région comprenne le retour du peuple palestinien dans sa patrie, la restitution de ses droits et de ses propriétés, le libre exercice de son droit à l'autodétermination, de même que l'évacuation de tous les territoires arabes illégalement occupés par Israël au moyen de la force et leur restitution.

17. L'Assemblée doit par conséquent, par une action concertée, chercher tous les moyens dont elle dispose pour que ces impératifs se traduisent dans la réalité.

18. L'Assemblée se réunit au lendemain de la Conférence historique de Rabat¹ au cours de laquelle 20 chefs d'Etat arabes ont à l'unanimité demandé la création d'une Palestine indépendante sur le territoire libéré de l'occupation israélienne. Nous nous réjouissons de cette décision. Conjointement aux décisions adoptées cette année par l'Assemblée générale, elle révèle la nouvelle dimension de la situation palestinienne. D'une part, elle reflète le fait inéluctable que les injustices de l'histoire ne peuvent résister à la force des peuples opprimés et que l'asservissement ne peut pas résister au courant de liberté et d'indépendance. D'autre part, ces injustices doivent être envisagées dans le contexte des réalités politiques et économiques nouvelles propres au Moyen-Orient. Le choix devant lequel se trouve l'Assemblée est clair : ou celle-ci trouvera la possibilité de tracer le chemin vers une paix juste et durable par des mesures opportunes et concertées, ou elle ne la trouvera pas et elle ouvrira alors les portes à un conflit militaire et à un affrontement mondial. Nous sommes sûrs que grâce à de la bonne volonté le choix en faveur de la paix prévaudra. Ma délégation s'engage à appuyer pleinement tous les efforts faits dans ce sens.

19. M. OULD MOUKNASS (Mauritanie) : Lorsque, le 14 octobre 1974, l'Assemblée générale a décidé d'inviter l'OLP à participer à nos débats sur la question palestinienne [résolution 3210 (XXIX)], elle n'a fait que tenir compte d'une réalité chaque jour plus évidente. La réalité palestinienne s'est, en effet, imposée, et aujourd'hui plus que jamais, comme le nœud de l'ensemble du problème du Moyen-Orient. Certes, l'examen de la question palestinienne n'est pas nouveau en cette enceinte. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, presque depuis leur création, ont été régulièrement saisis de cette question. Ils en ont largement débattu sans pour autant parvenir à une solution du drame palestinien, et encore moins à prévenir des conflits chaque fois plus destructifs et plus menaçants pour la paix et la sécurité internationales.

20. L'échec de cet effort des Nations Unies est dû essentiellement au fait que celles-ci se sont beaucoup plus attachées jusqu'ici à limiter les conséquences immédiates de ces conflits et de ce drame plutôt qu'à en éliminer les causes. Quelles sont, en fait, les causes de la situation tragique et explosive qui prévaut depuis plus d'un quart de siècle au Moyen-Orient

si ce n'est le sort qui a été réservé au peuple palestinien et qui demeure le sien ? C'est là une vérité qu'aucun pays de bonne foi ne saurait contester aujourd'hui.

21. Un bref rappel historique nous permettra, du reste, de replacer la question palestinienne dans son véritable contexte et de saisir l'importance qu'elle représente dans toute recherche de solution au problème global du Moyen-Orient.

22. Il y a à peine un peu plus d'un demi-siècle, le peuple palestinien offrait l'exemple d'un peuple vivant en paix sur ses terres, d'un peuple tolérant à l'égard de tous ceux qui, pour des raisons religieuses, venaient s'établir en Palestine. L'immigrant juif en particulier trouvait, sur ces terres, refuge, amitié et fraternité. Les Palestiniens ne s'étaient jamais arrêtés aux intentions de ces immigrés; ils voyaient plutôt en eux des victimes de l'injustice qu'ils se devaient de tirer de leur solitude et dont ils devaient protéger la faiblesse.

23. Telle a été l'attitude du peuple palestinien jusqu'au jour où cette immigration revêtit le caractère politique et militaire que nous lui connaissons aujourd'hui. Il ne s'agissait plus, en effet, d'immigrants mus par la force de la foi religieuse mais d'une pure et simple colonisation par la force. Cette colonisation est cependant différente, par bien des aspects, de celles que nous avons maintes fois condamnées ici, aux Nations Unies. Il s'agit, certes, de phénomènes de même nature, mais aucun colonialisme, même le plus abject comme celui de l'*apartheid*, n'a été jusqu'à chasser toute une population de son territoire national.

24. C'est pourtant là une des particularités, parmi tant d'autres, de la colonisation sioniste en Palestine. Ainsi donc, le peuple palestinien, qui a tant donné et tant fait pour faire de la Palestine une terre de tolérance, de fraternité et de communion, était devenu la bête à abattre, la première cible du sionisme international. Il était sous-entendu, en effet, au Congrès de Bâle, convoqué en 1897 par Theodor Herzl, que les Arabes de Palestine devaient être chassés de leurs terres et même anéantis dans leur existence. Ce plan machiavélique a été résumé, d'une manière qui nous saisit d'horreur, par Herzl lui-même dans son livre *L'Etat juif*². Herzl écrit en effet :

“Supposons, par exemple, que nous voulions chasser d'un pays ses bêtes sauvages. Naturellement nous ne prendrions pas des lances et des flèches, nous n'irions pas non plus seuls poursuivre la trace des ours comme cela se faisait au XVI^e siècle en Europe; mais nous organiserions une partie de chasse collective, puissante et bien équipée. Ainsi nous chasserions les bêtes et nous jetterions parmi elles des bombes aux déflagrations puissantes.”

25. “Ces bêtes” n'étaient rien d'autre que les Arabes de Palestine, dont l'humanitarisme a été ainsi récompensé non pas seulement par une telle appellation, mais bien par la chasse sans merci qui leur a été livrée. Les maîtres d'œuvre — la Haganah, l'Irgoun et bien d'autres — de cette chasse macabre n'ont rien épargné pour réaliser les objectifs du sionisme international. Qu'est-ce qui n'a pas été fait au peuple palestinien ? Victime quotidiennement d'assassinats en masse, ses habitations détruites, dépossédé de ses biens, chassé de ses foyers, le peuple palestinien a été contraint par la force à subir les exodes successifs pour

se trouver finalement réduit à l'errance et à vivre de la charité internationale.

26. Il serait très long, peut-être même fastidieux, de passer en revue la liste de tous les actes criminels commis par le sionisme à l'égard du peuple palestinien. Que l'on évoque seulement les noms de la Haganah, du groupe Stern ou de l'Irgoun pour se rappeler le meurtre de civils innocents, de femmes et d'enfants palestiniens; qu'il s'agisse de Der Yassin, du village Nasser El Dine, du village de Kafou, de Bert Dares, d'El Zairtoun, pour ne citer que ceux-là, toute la population a été passée aux armes ou rassemblée dans les mosquées pour sauter à la dynamite.

27. L'une des premières conséquences de cette activité terroriste a été, dès 1947 et 1948, l'expulsion de 700 000 Arabes palestiniens et la destruction totale de leurs habitations. Ce chiffre devait sans cesse s'élargir à mesure que l'Etat sioniste se renforçait et perfectionnait ses méthodes terroristes et sa politique de peuplement. Le peuple palestinien, désormais réduit à l'état de réfugiés, n'a pas seulement été chassé de ses foyers, il est poursuivi à l'intérieur même des territoires des pays arabes avoisinants.

28. Telle est la cause profonde de la situation explosive qui prévaut au Moyen-Orient et qui se caractérise aujourd'hui par l'occupation des territoires des pays arabes voisins de la Palestine par Israël. Ces pays ont vu, au fil du temps, leurs territoires se rétrécir, leur souveraineté amoindrie, tandis que le Liban voit, chaque jour, son existence menacée. Les Nations Unies, et notamment les grandes puissances, qui assument des responsabilités particulières, se sont certes attachées à trouver une solution à l'ensemble de ce problème. Mais si elles n'y sont pas parvenues jusqu'ici, c'est parce qu'elles ont passé sous silence le problème fondamental que constitue le sort du peuple palestinien. L'histoire a pourtant prouvé que la paix au Moyen-Orient ne dépend pas d'une absence quelconque de conflits ou d'arrangements temporaires mais de la solution juste qui sera trouvée au problème palestinien. Aucune accalmie ne saurait être la paix et aucune paix ne saurait être durable dans cette région tant que le peuple palestinien n'aura pas été rétabli dans ses droits légitimes, tant que l'injustice commise à son égard n'aura pas été réparée.

29. Ce peuple demeure, en effet, malgré un quart de siècle de vicissitudes, profondément attaché à sa terre et à ses foyers. Tant de souffrances accumulées n'ont en rien entamé sa volonté ou affaibli la vigueur de sa personnalité. Cet état de fait, qui constitue en lui-même une défaite cuisante pour les tenants sionistes de la politique d'éparpillement de la communauté palestinienne et de son absorption par les Etats frères voisins, explique, sans nul doute, la farouche obstination avec laquelle a été entreprise la destruction systématique de tout ce qui pouvait être un semblant de renaissance de ce peuple. Cette folie homicide qui ignore les frontières, qui frappe sans discernement, dont la finalité suprême est l'anéantissement de toute vie, a semé aveuglement la ruine et la désolation dans tous les pays qui avaient commis le crime impardonnable d'abriter quelques réfugiés palestiniens sans défense. Les excès intolérables de cette folie homicide ont déjà, en l'espace d'une vingtaine d'années, plongé le Moyen-Orient dans les affres de quatre guerres coûteuses au double plan humain et matériel, qui

ont amené la communauté internationale au bord d'une conflagration généralisée.

30. Les résultats de cette chasse à l'homme sans précédent, de cette volonté démentielle d'exterminer tout un peuple, sont l'annexion et l'occupation par la force, au mépris des décisions réitérées de notre organisation, de vastes territoires de pays indépendants et souverains. Ainsi apparaît, dans toute son atrocité, l'implacable logique de la philosophie sioniste. La destruction de l'ennemi palestinien était le but; les pays arabes étant l'obstacle à cette fin, leur destruction devient une nécessité évidente.

31. Malgré l'occupation des territoires arabes, malgré les hécatombes de martyrs palestiniens brûlés par le napalm, l'objet de la vindicte sioniste est plus que jamais réel, plus que jamais vivant. Le peuple palestinien, en effet, sous l'autorité de l'OLP, derrière son chef prestigieux, l'éminent frère Yasser Arafat, n'a cessé de donner au monde la preuve de son indomptable vitalité et de sa détermination de recouvrer ses droits et sa patrie usurpée. Cette preuve, il vient de nous l'administrer de façon éclatante par la voix du glorieux chef qu'il s'est choisi dont la contribution aux débats de notre assemblée a été sans conteste d'une importance capitale. Par la voix la plus autorisée, nous avons entendu hier ce que veulent les Palestiniens, ce à quoi ils aspirent et qui n'est rien d'autre que la création d'un Etat multiracial et multiconfessionnel où chacun aurait les mêmes droits et les mêmes devoirs.

32. Sont-ce là les Palestiniens sanguinaires qui n'ont d'autre but que de jeter les Juifs à la mer, si complaisamment décrits tout au long des interventions israéliennes que nous avons écoutées ? Ou bien s'agit-il d'une autre catégorie de Palestiniens qui nous est inconnue ? La question est en tout cas à poser aux autorités de Tel Aviv. Le fait est que le temps où les mensonges et les contre-vérités arrivaient à semer la confusion au sein de cette assemblée est désormais révolu. La délégation de l'OLP, dont je salue la présence parmi nous, a déjà réduit en cendres toutes les allégations calomnieuses par lesquelles on n'a cessé de vouloir la discréditer aux yeux de l'Assemblée. Sa magistrale intervention, dont la maturité politique, le réalisme et l'extrême modération n'ont échappé à personne, a porté un coup décisif à une propagande sioniste tirant sa force d'une manipulation presque scientifique de la contre-vérité. Je suis persuadé que notre assemblée en tirera la leçon qui s'impose et n'accordera plus désormais aux déclarations fracassantes des autorités de Tel Aviv que le crédit qu'elles méritent.

33. L'Assemblée générale est saisie depuis plus d'un quart de siècle de la question palestinienne. Depuis un quart de siècle, une lueur d'espoir commence à poindre à l'horizon de notre impuissance. L'ONU a le devoir de ne pas laisser s'éteindre cette lueur. La délégation palestinienne, dont dépend toute solution définitive de la question considérée, a fait preuve de bonne volonté et de disponibilité. Cette disponibilité et cette bonne volonté ne doivent à aucun prix être découragées. Mon pays réaffirme à ce propos sa conviction profonde que toute paix durable au Moyen-Orient passe par la reconnaissance des droits imprescriptibles et légitimes du peuple palestinien et par son association, à égalité, à toute négociation relative au problème considéré. Mon pays dénie

également à quiconque le droit de parler au nom de ces Palestiniens ou de négocier en leur nom, si ce n'est aux représentants que ce peuple s'est librement choisis au sein de son organisation de libération nationale.

34. Dans l'intérêt de la communauté internationale, comme dans celui de notre organisation, le débat commencé cette semaine doit consacrer solennellement ce qui a toujours été, et est aujourd'hui plus que jamais, une réalité vivante et incontestable, l'existence de la personnalité palestinienne et l'importance de sa participation effective en tant que partie principale à toute recherche de paix au Moyen-Orient. C'est à cette condition, et à cette condition seulement, que notre débat d'aujourd'hui répondra aux espoirs placés par tous les peuples épris de paix et de justice en notre organisation.

35. Le PRÉSIDENT : J'ai commencé nos travaux cet après-midi en lançant un appel à l'Assemblée et j'ai attiré l'attention de ses membres sur le fait qu'un certain nombre de délégations — et j'ai souligné aussi qu'elles étaient nombreuses — avaient exprimé le désir d'intervenir, sinon quotidiennement, voire à plusieurs reprises au cours du débat sur la question de Palestine. J'ai attiré votre attention sur le fait que nous étions tous pleinement conscients de l'importance de ce débat et que, pour ce qui me concernait, je ne voulais en aucune manière porter atteinte au droit de parole de toutes les délégations. Je considère, néanmoins, que le droit de parole de chaque délégation doit s'exercer dans le strict respect de celui de toutes les autres. Par ailleurs, les articles 35 et 72 du règlement intérieur stipulent que le Président peut proposer à l'Assemblée générale, au cours de la discussion d'une question, la limitation du nombre d'interventions de chaque représentant et que l'Assemblée générale peut limiter le nombre des interventions de chaque représentant sur une même question.

36. J'ai insisté sur le fait qu'à ce stade du débat je ne voulais, en aucune manière, invoquer formellement les dispositions du règlement intérieur et je me suis contenté de lancer un appel pour que chaque délégation accepte volontairement de n'intervenir qu'une fois au cours du débat. Ce faisant, j'avais le sentiment qu'une telle procédure pouvait permettre à toutes les délégations qui souhaitent le faire, d'exposer leurs vues sans, pour autant, prolonger indûment nos débats.

37. La procédure que je proposais ne porte en aucune manière atteinte à la faculté que conservent toutes les délégations de faire usage du droit de réponse chaque fois que cet usage peut trouver sa justification dans le cadre de l'application du règlement intérieur.

38. En lançant cet appel à l'Assemblée générale, je demeurais convaincu que chacun, guidé par les seuls intérêts de la communauté internationale, allait bien vouloir apporter sa contribution volontaire à la bonne marche de nos travaux.

39. Néanmoins, je me trouve devant une situation où, mettant de côté l'article 35 du règlement intérieur, je propose formellement que l'Assemblée puisse m'aider à trancher par l'application de l'article 72 du règlement intérieur. Cet article stipule explicitement :

“L'Assemblée générale peut limiter le temps de parole de chaque orateur et le nombre des interventions de chaque représentant sur une même question. Avant qu'une décision n'intervienne, deux orateurs peuvent prendre la parole en faveur d'une proposition tendant à fixer de telles limites, et deux contre. Lorsque les débats sont limités et qu'un orateur dépasse le temps qui lui est alloué, le Président le rappelle immédiatement à l'ordre.”

40. L'article 72 s'applique naturellement conformément aux dispositions prévues à l'article 85, c'est-à-dire que :

“Les décisions de l'Assemblée générale sur des questions autres que celles prévues à l'article 83, y compris la détermination de nouvelles catégories de questions à trancher à la majorité des deux tiers, sont prises à la majorité des membres présents et votants.”

41. J'aimerais que les orateurs qui veulent s'inscrire pour que les délégations aient la possibilité d'intervenir plusieurs fois au cours du débat sur le point 108 de l'ordre du jour, veuillent bien le faire. Il faudrait deux orateurs.

42. J'ai besoin de deux orateurs qui s'expriment en faveur de l'utilité que nous aurions à écouter une même délégation tous les jours sur la même question, et il me faudrait également deux autres orateurs qui défendraient le point de vue contraire. A la suite de quoi un vote aurait lieu. Un orateur s'est déjà inscrit qui souhaite parler contre la limitation, c'est-à-dire contre le fait de ne pas l'autoriser à intervenir tous les jours — je dis bien tous les jours — sur la même question.

43. M. TEKOAH (Israël) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, la raison qui a motivé la suggestion que vous venez de faire est évidente. Mais il n'y a qu'un Israël et environ 20 Etats arabes qui participent à ce débat. La délégation israélienne s'est fait inscrire sur la liste des orateurs pour prendre la parole un certain nombre de fois, mais elle a dit clairement qu'elle n'avait pas l'intention de saisir cette occasion tous les jours. La délégation israélienne a agi de la sorte afin que la discussion ne soit pas trop déséquilibrée et que le point de vue de l'une des parties essentielles puisse être écouté d'une manière juste et équitable. Le nom d'Israël est resté sur la liste des orateurs jusqu'à ce matin. Nous nous sommes fait inscrire il y a près de trois semaines. On nous a fait savoir ce matin que notre nom avait été éliminé de la liste et que vous aviez l'intention de nous empêcher d'exercer les droits que nous confèrent la Charte et le règlement intérieur. En fait, l'article 68 du règlement intérieur de l'Assemblée générale stipule que :

“Le Président donne la parole aux orateurs dans l'ordre où ils l'ont demandée.”

Comme je l'ai dit, nous avons fait connaître notre désir de prendre la parole en nous faisant inscrire sur la liste dès l'ouverture de cette dernière, il y a quelques semaines. En fait, au cours des discussions sur les questions relatives au Moyen-Orient qui ont eu lieu au sein de l'Assemblée générale dans le passé, Israël et les représentants d'autres pays sont montés à cette tribune à maintes reprises pour faire des décla-

rations au cours de ces discussions, indépendamment de l'exercice du droit de réponse.

44. Dans ces circonstances, Monsieur le Président, votre proposition démontre l'attitude partielle que vous avez malheureusement adoptée contre Israël et ses droits depuis l'ouverture de la présente session. Cela a été clairement démontré ici et en d'autres instances, et surtout par la façon dont la réunion d'hier matin a été organisée et dirigée et par les arrangements totalement illégaux que vous avez pris, de votre propre initiative, afin d'assurer la participation à cette séance du chef d'une organisation criminelle dont le but est la destruction d'un Etat Membre des Nations Unies et le meurtre sans discrimination de ses citoyens.

45. Je voudrais qu'il soit pris note de ce que je viens de dire ainsi que des protestations les plus véhémentes de ma délégation.

46. Le PRÉSIDENT : Qu'il me suffise de dire que le Président a été élu à l'unanimité de l'Assemblée générale et qu'il n'a, en aucune manière, l'intention de se départir des responsabilités qui lui sont conférées par les dispositions pertinentes du règlement intérieur.

47. Je n'ai toujours qu'un seul orateur pour défendre le point de vue que nous venons d'entendre. Une autre délégation voudrait-elle défendre le même point de vue, étant donné que deux délégations se sont fait inscrire pour défendre l'autre point de vue, et cela toujours dans le cadre de l'article 72 du règlement intérieur ?

48. Si tel n'est pas le cas, je serai obligé de donner la parole aux orateurs qui veulent défendre le point de vue contraire. J'invite le représentant du Sénégal à prendre la parole.

49. M. FALL (Sénégal) : Monsieur le Président, je dois tout d'abord vous faire un aveu : avant que vous n'ayez exprimé votre sentiment concernant l'article 72 du règlement intérieur, j'avais moi-même l'intention de soulever une motion d'ordre au cas où vous donneriez la parole à l'un des trois orateurs, puisqu'il s'agit bien de trois délégations. Il ne s'agit en effet pas seulement de la délégation israélienne, mais de trois délégations qui se sont fait inscrire pour prendre la parole tous les jours au cours de ce débat. J'ai compté le nombre de fois que ces trois délégations auraient ainsi pris la parole. Ces délégations auraient ainsi parlé 19 fois au cours de ce débat, ce qui nous aurait fait perdre presque deux jours. J'avais l'intention de saisir l'occasion du tour de parole de l'une de ces délégations pour soulever une motion d'ordre, mais vous l'avez fait avant moi.

50. Avant de me donner la parole, vous avez également fourni la preuve de votre impartialité, car l'article 72 ne dit pas qu'il faille obligatoirement deux orateurs pour défendre la proposition tendant à donner la parole chaque jour au même orateur. L'article 72 dit seulement : "Avant qu'une décision n'intervienne, deux orateurs peuvent prendre la parole..." Etant donné qu'il n'y avait pas deux orateurs inscrits, mais un seul, vous n'étiez pas obligé d'insister sur la nécessité d'avoir un deuxième orateur.

51. Le fait qu'il n'y ait eu qu'un orateur pour défendre ce point de vue devait même épargner à l'Assemblée la corvée d'en écouter deux autres. Mais, puisque

vous avez insisté, ma délégation a voulu venir apporter son point de vue à ce sujet.

52. Ce point de vue consiste à demander à l'Assemblée de se conformer aux dispositions de l'article 72, c'est-à-dire à demander à chaque délégation de limiter son tour de parole à une intervention au cours de ce débat qui est le même. Il reste entendu que chaque délégation a la possibilité, si elle est mise en cause, de faire usage, à l'issue de chaque séance de l'après-midi, de son droit de réponse et d'exposer son point de vue.

53. Je crois que les trois délégations qui se sont fait inscrire pour prendre la parole tous les jours n'ont pas dû le faire très sérieusement, si je puis dire, parce que quand on a une cause à défendre, si cette cause est bonne on n'a pas besoin de prendre la parole sept fois pour la défendre. On n'a pas besoin de parler sept fois pour convaincre l'Assemblée. Il suffit d'une seule fois si la cause est bonne. Naturellement, quand on se fait l'avocat du diable, on peut prendre la parole 1 000 fois et l'on ne convaincra personne.

54. C'est la raison pour laquelle je vous prie, Monsieur le Président, en me fondant sur les dispositions de cet article 72, de demander à notre assemblée d'inviter toutes les délégations à n'intervenir qu'une seule fois sur le fond du débat, quitte à ce que quiconque puisse prendre la parole pour défendre son point de vue dans le cadre du droit de réponse à l'issue de nos débats de l'après-midi.

55. Le PRÉSIDENT : Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis, qui a demandé à intervenir pour appuyer la proposition du représentant d'Israël.

56. M. SCALI (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Je prends la parole en faveur du droit d'un nombre illimité d'interventions pour une question de cette importance, au titre du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

57. Nous ne contestons pas le droit du Président, en consultation avec l'Assemblée, de proposer de limiter le nombre d'interventions d'un représentant donné sur une question donnée. Nous espérons cependant que la décision qu'il prendra, dans l'exercice de ce droit, restera dans des limites raisonnables en accord avec le sérieux de la question faisant l'objet de la discussion. A notre avis, il n'est ni frivole ni déraisonnable de désirer faire connaître un point de vue à plusieurs reprises dans les circonstances actuelles.

58. Par conséquent, nous demandons au Président de juger du nombre d'interventions qui serait opportun, avec la plus grande souplesse, étant donné l'importance de la question en discussion.

59. Le PRÉSIDENT : Le Président considère que l'Assemblée reste entièrement souveraine pour décider de la manière dont elle doit mener ses travaux. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Irak pour appuyer la proposition faite par le représentant du Sénégal dans le cadre de l'application de l'article 72 du règlement intérieur.

60. M. EL-SHIBIB (Irak) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation voudrait appuyer la proposition faite par le représentant du Sénégal visant à appliquer l'article 72 du règlement intérieur qui donne pouvoir et autorité à l'Assemblée générale de limiter le nombre

des interventions de chaque représentant sur une même question. Nous avons plusieurs raisons pour appuyer la proposition du représentant du Sénégal.

61. En premier lieu, si nous voulons que ce débat ait un sens et soit constructif, il doit être conduit sérieusement, sans polémique ni effet oratoire. Nous avons tous entendu hier la déclaration du représentant d'Israël. Maintenant, il prétend du haut de cette tribune que l'actuelle proposition a pour but de l'empêcher de soumettre le point de vue d'Israël à l'Assemblée. Cependant, notre expérience au sein de cette organisation montre que le représentant d'Israël n'a jamais été empêché de nous présenter son point de vue, quelque écarté ou divergent qu'il soit des opinions de la majorité des membres de l'Assemblée. En vérité, ma délégation n'a pas pour but, en donnant son appui à la proposition actuelle, de limiter la faculté pour le représentant d'Israël de présenter son point de vue à l'Assemblée. On sait bien que tout représentant qui pense, à la fin d'une journée de débat, que certains nouveaux éléments ont été apportés dans la discussion qui le contraignent à s'adresser à l'Assemblée, a le droit de prendre la parole dans l'exercice de son droit de réponse.

62. En second lieu, nous croyons que si l'on permet à un représentant de parler chaque jour, il ne serait que juste de permettre aux autres représentants d'agir de même. Comme vous le savez, Monsieur le Président, plusieurs représentants ont indiqué, en fait, qu'ils désirent parler tous les jours si ce droit est accordé à un représentant. Dans ce cas, le débat deviendrait une suite de répétitions et ne serait pas en harmonie avec ce que l'orateur précédent a appelé l'envergure de la question dont nous sommes saisis. C'est bien l'envergure et la grande importance de ce débat qui nous obligent à être aussi concis que possible en soumettant les points pertinents à l'Assemblée et à ne pas perdre de temps.

63. Enfin, le représentant d'Israël a contesté votre impartialité, Monsieur le Président. Les applaudissements qui vous ont été adressés par l'Assemblée générale sont l'expression de la confiance que les membres ont placée en vous pour la façon digne et impartiale dont vous avez mené et continuerez de mener les débats de la présente session. L'attaque à laquelle le représentant d'Israël s'est livré contre vous indique bien le but qu'il poursuit en voulant parler chaque jour que durera ce débat. Il désirait simplement transformer ce débat en une harangue avec des accusations et contre-accusations injustifiées au lieu de lui permettre d'être ce qu'il doit être : une discussion sensée et constructive de l'une des plus importantes questions dont nous soyons saisis, une question menaçant la paix et la sécurité internationales. Cette attaque hors de propos contre vous, Monsieur le Président — attaque qui ne mérite que le mépris — signifie seulement que votre nom s'ajoute maintenant à une liste de personnes distinguées qui ont encouru le mécontentement capricieux d'Israël à un moment ou à un autre.

64. Le PRÉSIDENT : Je mets aux voix la proposition visant à ce que, sans préjudice des dispositions du règlement intérieur relatives à l'exercice du droit de réponse, le droit de prendre la parole au cours du débat sur le point 108 de l'ordre du jour, intitulé

“Question de Palestine”, soit limité à une seule intervention. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, République centrafricaine, Tchad, Chine, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique, Egypte, Guinée équatoriale, Fidji, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Niger, Oman, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Autriche, Barbade, Belgique, Bolivie, Canada, Costa Rica, Danemark, Finlande, France, Allemagne (République fédérale d'), Guatemala, Islande, Irlande, Israël, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Nicaragua, Norvège, Paraguay, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Bahamas, Brésil, Colombie, République Dominicaine, El Salvador, Grèce, Côte d'Ivoire, Japon, République khmère, Libéria, Malawi, Népal, Nouvelle-Zélande, Panama, Espagne, Swaziland, Venezuela.

Par 75 voix contre 23, avec 18 abstentions, la proposition est adoptée³.

65. Le PRÉSIDENT : Je vais donner maintenant la parole aux orateurs qui veulent expliquer leur vote après le vote.

66. M. MONTENEGRO MEDRANO (Nicaragua) [*interprétation de l'espagnol*] : C'est pour défendre un principe que ma délégation a voté contre la proposition que l'Assemblée générale vient d'adopter. Nous ne prenons pas parti. Nous ne défendons la position d'aucun Etat. Nous voulons simplement établir ce qui, selon nous, doit prédominer dans une assemblée de cette nature, dans cette assemblée mondiale de si grande importance. Nous estimons que nous défendons le droit inaliénable de défense qu'a tout Etat qui doit pouvoir répondre à l'heure qui lui convient à toute attaque lancée contre lui du haut de cette tribune. Je pense que, malheureusement, beaucoup de droits sont violés dans cette assemblée sur la base de “majorités mécaniques”. Je crois que c'est une victoire à la Pyrrhus et qu'il faut déplorer cette censure des consciences universelles. Voilà mon explication de vote.

67. M. DRISS (Tunisie) : Ma délégation a voté en faveur de la proposition qui a été faite par le représentant du Sénégal et appuyée par le représentant de l'Irak. Elle l'a fait avec la conviction qu'en apportant cet appui elle défendait une tradition qui existe dans l'Assemblée générale. Dans tous les débats, les

délégations prennent la parole une fois et exercent ensuite leur droit de réponse.

68. Nous ne voudrions pas qu'il reste dans l'esprit de quiconque, dans l'esprit des délégations ou celui de l'opinion publique, que notre assemblée a interdit à une délégation d'exercer son droit de réponse, de prendre la parole plusieurs fois au cours du débat. Ce n'est pas le cas. Il s'agit simplement de pouvoir présenter son point de vue, quitte à ne le faire qu'une seule fois, comme c'est l'habitude à l'Assemblée générale, et d'exercer son droit de réponse, le cas échéant, plusieurs fois si l'occasion le commande, ainsi qu'il est de tradition à l'Assemblée générale.

69. C'est pour lever toute équivoque que j'ai tenu à expliquer le vote de la délégation tunisienne, afin que ce vote que nous venons d'émettre, afin que la décision que vient de prendre l'Assemblée générale, ne soient pas interprétés d'une autre façon.

70. M. MAINA (Kenya) [*interprétation de l'anglais*] : J'ai demandé la parole pour expliquer pourquoi j'ai voté en faveur de la limitation du nombre de tours de parole de chaque représentant sur une même question.

71. Il est tout à fait normal et raisonnable de supposer qu'au cours du débat sur une question aussi sérieuse que celle-ci, plusieurs délégations souhaiteraient, sans un certain contrôle, prendre la parole plusieurs fois. Etant donné le nombre de questions que nous devons aborder et le temps dont nous disposons, il est raisonnable de limiter le nombre des interventions. Je soutiens ce point de vue étant bien entendu que, la décision ayant été prise aujourd'hui, elle entre en vigueur aujourd'hui. Ainsi, selon moi, cela permettrait aux délégations qui sont déjà intervenues d'avoir le droit d'intervenir une fois de plus si elles le souhaitent, conformément à la décision qui vient d'être prise. Cela permettrait bien sûr à la délégation israélienne ou à toute autre délégation d'intervenir une fois encore, car on peut comprendre que lorsque l'intervention a été préparée, il était prévu que cette intervention serait présentée en plusieurs fois. Par conséquent, si une délégation a demandé à prendre la parole encore une fois, en devrait la lui accorder en vertu de la décision qui vient d'être prise.

72. M. ZAVALA URRIOLAGOITIA (Bolivie) [*interprétation de l'espagnol*] : Ma délégation a voté contre votre proposition, Monsieur le Président, parce qu'elle considère qu'elle viole deux principes : le droit de tous à se défendre et le droit au dialogue qui a été respecté depuis le début de ce débat. Si le dialogue est inégal entre 20 délégations et une délégation; le débat devient alors le monologue ininterrompu d'une seule partie.

73. M. SALIM (République-Unie de Tanzanie) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, ma délégation n'avait pas jugé utile d'expliquer son vote, mais, étant donné les explications avancées ici par au moins l'un de nos collègues, nous pensons qu'il est important que nous expliquions notre vote.

74. Quelqu'un a parlé de "majorité mécanique". Je ne crois pas qu'il y ait quoi que ce soit de mécanique

dans la manière dont nous avons voté. Nous pensons sincèrement que toute délégation a le droit de présenter ses arguments. Dans le cas présent, nous estimons que la délégation israélienne, comme toute autre délégation, a le droit de présenter son point de vue; mais honnêtement, et nous sommes en cela très sincères, nous pensons que ce serait le comble de l'absurdité si une seule délégation avait chaque jour la possibilité d'intervenir dans le débat sur la même question. Pour prendre un exemple hypothétique, la partie principale à ce conflit, hormis Israël, est la délégation de l'OLP. Si nous devons également permettre à la délégation de l'OLP de prendre chaque jour la parole, nous devons alors, dans ce cas, lorsque nous parlons du conflit du Moyen-Orient, donner cette même possibilité à l'Egypte, à la République arabe syrienne, à la Jordanie — à tous les pays ayant des territoires occupés. Toujours à titre d'exemple, supposons — et je voudrais m'adresser particulièrement à ceux qui ont parlé de "majorité mécanique" — que, chaque matin, nous devons entendre la délégation d'Israël, celle de l'Egypte, celle de la République arabe syrienne, celle de la Jordanie, et celle de l'OLP, qu'en serait-il alors des autres Membres des Nations Unies ? N'avons-nous pas également le droit d'intervenir devant cette assemblée ?

75. Je pense donc, en toute sincérité, Monsieur le Président, que votre décision est logique, que votre proposition était logique; la question soulevée par notre frère du Sénégal était conforme au sérieux que nous portons à ce débat. Nous pensons en effet qu'il s'agit là d'un débat très sérieux. Nous pensons que chaque délégation a le droit de participer au débat et que la seule manière de voir ce débat se dérouler de la façon la plus efficace est de permettre à chaque délégation de prendre la parole. Naturellement, toute délégation désirant expliquer sa position ou désirant réfuter un argument pourrait le faire à la fin de la discussion, conformément à la procédure établie.

76. Si vous n'aviez pas agi ainsi, Monsieur le Président, nous aurions en fait créé un précédent, précédent permettant à une seule délégation d'empêcher d'autres délégations de s'exprimer.

77. Le PRÉSIDENT : Nous venons ainsi d'entendre le dernier des orateurs qui désiraient expliquer leur vote. Je voudrais dire par ailleurs que, l'Assemblée étant souveraine, sa décision est irréversible. Aucun autre orateur n'étant inscrit pour cet après-midi, je vais donc maintenant lever la séance.

La séance est levée à 17 h 5.

NOTES

¹ Septième Conférence des chefs d'Etats arabes, tenue à Rabat du 26 au 29 octobre 1974.

² Theodor Herzl, *The Jewish State* (New York, American Zionist Emergency Council, 1946).

³ La délégation du Burundi a fait savoir ultérieurement au Secrétariat qu'elle désirait que son pays figure au nombre de ceux qui ont voté en faveur de la proposition.